



LA LETTRE

DU COLLECTIF DE DEFENSE DES BAINS MUNICIPAUX DE STRASBOURG

LA VICTOIRE POUR TOUS

Strasbourg, le 7 juillet 2015

A propos des Bains municipaux de Strasbourg...

Après la délibération votée par le Conseil municipal du 22 juin et le Conseil de l'Eurométropole du 26 juin : analyse par le Collectif « La Victoire pour tous » des propos tenus lors de ces séances.

Le débat sur la rénovation des Bains, le collectif l'a porté dans la cité. Il a impacté aussi le discours de la municipalité, qui l'a évoqué à plusieurs reprises, ce qui marque la reconnaissance de notre action. La délibération a été adoptée, mais après des débats que l'exécutif a délibérément choisi d'abréger et malgré des voix contre (14 en CM ; 10 et 2 abstentions en CE). Il n'y a donc pas de consensus et, des interventions d'élus de la majorité laissent penser que, sauf passage en force, la rénovation des Bains par privatisation ne se fera pas aussi simplement que prévu.

Cependant, rien n'est acquis ni garanti. Malgré les propos consensuels sur la qualité de l'établissement et sur son état de dégradation... la majeure partie de l'établissement a été oubliée dans les discours ! Et la charte qui accompagne la délibération laisse transparaître de fait **un objectif de démembrement** des Bains municipaux.

Un établissement de bains coupé en morceaux ?

L'établissement géré par la ville est aujourd'hui composé de deux piscines, de salles de bain, d'un sauna et de bains romains. Or, seul un bassin et des douches ont été évoqués comme pouvant garder l'accès au grand public, sauna et bains romains étant considérés comme « pas compris » dans cette offre... Quid du reste de l'établissement de bains ? Il nous apparaît que le projet distingue désormais trois entités :

- Une piscine, à gérer dans le cadre d'une mission de service public
- Des douches, restant dans le cadre d'un service public traditionnel
- Tout le reste, plus de 2/3 de l'établissement, dont le statut n'est tout simplement pas évoqué, ce qui laisse entrevoir un projet qui s'écarte considérablement de la vocation originelle de l'établissement, conçu pour l'hygiène et la santé, dans un esprit de mixité sociale et d'appropriation d'un bien commun.

Encore une mission d'étude !

Une mission d'étude a été commandée par la Ville et l'Eurométropole à la SPL des Deux Rives, coût initial : 135 000€ HT. Mais ce n'est pas la SPL qui la réalisera : selon l'appel à la concurrence que nous avons mis au jour quelques jours avant la délibération, elle se chargera du recrutement d'un prestataire, dont la mission portera sur la définition du projet, ainsi que sur les modalités de financement des travaux et « *d'exploitation de l'équipement rénové* ». Ville et Eurométropole se désengagent ainsi du financement et de l'exploitation. Contrairement aux termes de la délibération, la SPL n'est donc pas compétente pour la réalisation de l'étude en question : elle agit en tant qu'intermédiaire...

Rappelons au passage que plusieurs études pour un coût bien supérieur à 500 000€ ont déjà été produites sur la rénovation des Bains.

Des contre-vérités sur le déficit et le coût des travaux

Depuis 2010, l'exécutif local communique sur le « déficit » des Bains – estimé aujourd'hui à 3,2 millions d'euros par an – et sur le coût de la rénovation : le chiffre avancé est de 30 millions d'euros (devenu entretemps 40 M€, au Conseil de l'Eurométropole), *sans que nous aient été fournis d'éléments pour étayer cette évaluation.*

La responsabilité du déficit qu'avance R. Hermann, est à attribuer aux municipalités successives qui ont eu en charge sa gestion. Or, au cours des 25 dernières années, 19 sous gouvernance des Socialistes – dont 10, avec R. Ries en tant que maire– R. Herrmann en a eu la responsabilité directe en tant qu'adjoint aux Sports, avant de devenir premier adjoint. Aucune initiative n'a pourtant été prise pour rénover les Bains, diversifier ses prestations, accroître son attractivité, élargir ses amplitudes horaires, mettre en œuvre des économies d'énergie. Au contraire, l'on a supprimé des prestations (massage) et souvent réduit les horaires par le maintien de bassins fermés...

Dans la plus grande contradiction, le rapport de présentation au CM, en évoquant les objectifs fondamentaux du projet de rénovation, engage Ville et Eurométropole à « *financer le projet à un coût de fonctionnement constant pour les collectivités* », soit 3,2 millions d'euros par an. Dans les bains rénovés, une subvention de 3,2 M€ continuerait donc d'être affectée aux Bains. Ce déficit aurait mystérieusement presque triplé en 5 ans (1.2 M€ en 2010, cf. l'atelier de projet) ? Ces 3,2 M€, critiqués aujourd'hui pour le fonctionnement de l'établissement de bains, deviendraient acceptables demain, alors qu'on ne garderait qu'un bassin et quelques douches accessibles ?

Une transparence affichée dans les discours... mais pleine de zones obscures.

Le Collectif a refusé la deuxième rencontre proposée par O. Bitz notamment *parce que ce dernier nous a refusé l'accès aux études que nous lui demandions* (voir l'intégralité de la lettre de réponse à O. Bitz, sur le site). Il ne nous est toujours pas possible d'ailleurs d'accéder à ces documents, pourtant publics et légalement accessibles. Cette demande a cependant été relayée largement, au cours de ces Conseils, par l'opposition et également par un membre de la majorité.

Le Collectif s'est toujours déclaré ouvert au débat. La volonté de l'éviter est le fait de la municipalité : chargé du dossier, O. Bitz a choisi de rencontrer séparément les acteurs, le dépôt de la pétition n'a pas été autorisé à l'intérieur des Bains, un média a été interdit de visite des Bains en compagnie du collectif, interdiction niée par O. Bitz de façon mensongère...

Le Collectif *La Victoire pour tous* reste plus que jamais mobilisé pour la rénovation des Bains municipaux et le maintien de toutes ses fonctions dans le service public.

Pour plus d'information, rendez-vous sur notre site : www.lavictoirepourtous.org

Que ce prestigieux établissement reste un lieu de bain public au service de tous et accessible à tous!